



inform
CONTACT

NOUVELLES DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS

№ 78

Octobre – Décembre 2012

La CGS est préoccupée par la situation autour de Gaza

Le 20 novembre 2012, la Confédération générale des syndicats a fait une déclaration qui dit:

«Le mouvement syndical des pays de la Communauté des Etats Indépendants est profondément préoccupée par l'aggravation ces derniers jours de la situation dans la bande de Gaza. Suite aux bombardements et aux tirs de roquettes de nombreux civils innocents ont été tués, parmi lesquels des femmes et des enfants, plusieurs maisons d'habitation et d'établissements sociaux ont été détruits.

Les tentatives de contribuer à la résolution pacifique de ce conflit et les appels à la trêve entrepris par l'ONU, par son secrétaire général et par le Conseil de sécurité, ainsi que par plusieurs Etats n'ont pas donné de résultats escomptés.

La Confédération générale des syndicats, qui réunit 10 centrales syndicales nationales et 28 Unions internationales des syndicats de branche, s'adresse aux belligérants de Gaza pour arrêter sans délai les actions militaires et entamer des négociations de paix conformément aux propositions de l'ONU, afin d'éviter l'extension du conflit, de rétablir la paix et de résoudre pacifiquement tous les problèmes palestino-israéliens.

Le monde discute du travail décent à Moscou

Une délégation de la Confédération générale des syndicats dirigée par Vladimir Scherbakov, secrétaire général de la CGS, a pris part à la Conférence internationale au sommet sur le travail décent, tenue à Moscou du 11 au 12 décembre 2012. Cette conférence,

qui a été organisée conjointement par le gouvernement de Russie et l'OIT, avec la participation active des partenaires sociaux, est devenue la première grande initiative au sommet, consacrée au travail décent.

Olga Golodets, vice premier ministre de Russie, Maxime Topiline, ministre du Travail, qui a donné lecture au message du Président Poutine, Guy Ryder, Directeur général de l'OIT, Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI et certains autres dirigeants du haut niveau sont intervenues à l'inauguration de la conférence.

Mikhaïl Chmakov, président de la FNPR, a souligné dans son intervention que les syndicats de la Russie soutiennent pleinement la conception du travail décent de l'OIT qui sert de base pour le développement social, économique et écologique, joue le rôle principal dans la garantie de la justice sociale en Russie.

Plus de 900 participants à la conférence ont discuté durant deux jours les approches stratégiques pour surmonter l'influence négative de la crise globale sur l'emploi, les conditions du travail, la politique sociale et le développement économique basé sur le Programme du travail décent de l'OIT, ainsi que sur le dialogue social. Suite à

la discussion, un document final a été adopté.

La Fédération des syndicats indépendants de Russie a pris une part active à la préparation et à l'organisation de la conférence. Avant la conférence, la FNPR a organisé dans plusieurs régions du pays 8 conférences tripartites sur le thème: «Le travail décent – base de la politique sociale».

La CGS appelle les parlementaires de la CEI à ratifier les plus importantes conventions de l'OIT

Une délégation de la CGS dirigée par Vladimir Scherbakov a pris part à la session de l'Assemblée interparlementaire des pays membres de la CEI (AICEI), tenue le 23 novembre 2012 à Saint-Petersbourg. Plus de 30 questions ont été discutées à la réunion, y compris 19 projets de lois-cadre pour les Etats de la CEI.

Le Conseil de l'Assemblée, tenu à la veille de cette session, a discuté, sur la demande de la CGS, de la ratification des conventions de l'OIT dans les pays de la CEI. Lors de son intervention au Conseil, Vladimir Scherbakov a appelé les parlementaires à accélérer la ratification des plus importantes conventions de l'Orga-

nisation internationale du travail. Le Conseil, par une décision spéciale, a attiré l'attention des parlementaires sur la nécessité de la ratification des conventions de l'OIT et les a appelé à en discuter aux réunions des parlements nationaux.

L'adoption de cette décision est un fruit d'une longue coopération de l'Assemblée interparlementaire avec la CGS. Les syndicats espèrent que cette décision servira au rapprochement des législations nationales avec les normes internationales du travail.

La CGS exprime sa solidarité avec les syndicats d'Europe

Vladimir Scherbakov, leader de la CGS, a adressé un message de solidarité à Bernadette Ségol, secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats (CES), à l'occasion de la journée d'action et de solidarité en Europe.

Le message souligne: «La Confédération générale des syndicats, au nom de ses organisations qui réunissent près de 50 millions de travailleurs, exprime sa solidarité et son soutien aux actions de protestation organisées dans les pays européens le 14 novembre 2012.

Ensemble avec la CES, nous sommes profondément préoccupés par les mesures d'austérité qui font plonger l'Europe dans la stagnation économique, la récession, la baisse du niveau de vie, les nouveaux licenciements, la réduction des salaires, des indemnités et des pensions de retraite.

Les défis auxquels se heurtent actuellement les travailleurs et les pays européens sont identiques à ceux de plusieurs pays de notre région et que les travailleurs de nos Etats essayent de relever. Nous sommes sûrs que la voie pour les surmonter passe par le renforcement du dialogue social, par une politique économique ciblée sur la création de nouveaux emplois et la baisse de la tension sociale.

Nous voulons vous assurer que dans votre lutte, la Confédération européenne des syndicats peut toujours compter sur le soutien et la solidarité de la CGS et de ses organisations membres».

Les organisations membres de la CGS marquent la JMTD

Les actions consacrées à la 5^{ème} Journée mondiale pour le travail décent ont été les événements les plus importants de la période d'après congrès de la CGS, tenu en septembre dernier.

Bien avant le 7 octobre, la CGS avait fait une déclaration par laquelle elle a appelé ses organisations membres à marquer largement cette journée sous le slogan principal «Du travail aux jeunes».

Dès le début d'octobre, les membres de la CGS ont organisé dans leurs pays les différentes actions de masse: des meetings, des conférences, des manifestations, des rassemblements, etc, exigeant au patronat et aux autorités qu'ils créent des conditions nécessaires pour un travail décent. Les membres des syndicats d'Arménie, d'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de Moldova, de Russie, d'Ukraine et d'autres pays de la région ont exigé de créer des mécanismes efficaces pour garantir le travail aux jeunes, pour leur donner la possibilité de se former et de se réycler en cas de nécessité.

Rien qu'en Russie plus de 5 millions de travailleurs ont participé aux actions de la JMTD de 2012.

Les actions de masse des syndicats de la Communauté obligent les pouvoirs et le patronat de prêter beaucoup plus d'attention au Programme du travail décent de l'OIT et aux revendications des syndicats.

Le mouvement syndical mondial salue la présidence russe du G20

Fin novembre 2012, la présidence du G20 est passée officiellement du Mexique à la Russie qui dirigera le G20 durant l'année 2013. Formellement cette présidence a commencé le premier décembre 2012.

Le mouvement syndical mondial a salué la présidence russe du G20 et son intention de mettre en relief les problèmes de l'emploi et de la croissance.

Selon Sharan Burrow, la secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale, «la présidence russe du G20 est l'occasion de changer de cap pour recentrer la croissance sur l'emploi».

Arménie: le 3^{ème} congrès de la CSA

La Confédération des syndicats d'Arménie, en présence de 119 délégués, représentant 24 organisations membres, a tenu son 3^{ème} congrès statutaire le 23 novembre 2012 à Erevan.

Les représentants du gouvernement, de l'Union nationale du patronat et du Bureau régional de l'OIT ont été présents au congrès.

Le congrès a reçu les messages de salutation de la part du Premier ministre d'Arménie, de la Confédération générale des syndicats et de plusieurs autres organisations syndicales internationales et nationales.

Eduard Tumasyan, président de la CSA, a présenté le rapport d'activités, a parlé du bilan et de tâches de la centrale syndicale pour la période à venir.

Le congrès a adopté les nouveaux Statuts de la CSA et son Programme d'activités pour les années 2012–2017, a élu le Conseil, le Comité Exécutif et la Commission de contrôle financier.

Eduard Tumasyan a été élu président de la centrale syndicale, Boris Kharatyan et Khatchik Arakelyan – vice-présidents de la CSA.

Le déroulement du congrès a trouvé un large écho dans les médias nationaux.

Bélarus: la FSB se prononce pour le travail décent

A l'occasion de la 5^{ème} Journée mondiale pour le travail décent, la Fédération des syndicats de Bélarus a adopté une déclaration suivante:

«Le chômage des jeunes est devenu un problème prioritaire pour les syndicats du monde en 2012.

En Bélarus, la baisse du chômage de 10% en 2012 par rapport à 2011 nous garantit la stabilité et la certitude quant au chômage des jeunes dans notre pays, cependant nous sommes profondément préoccupés par la situation qui s'est créée dans plusieurs pays du monde, y compris dans certains Etats de la CEI. Le chômage des jeunes menace sérieusement la situation sociale, provoque la création d'un groupe de la population marginal.

La Fédération des syndicats de Bélarus se prononce pour un plein emploi et pour les emplois pour le jeunes dans notre pays et dans d'autres Etats du monde, pour un emploi plein et productif, pour les conditions du travail saines et en sécurité, pour un salaire digne et les garanties sociales, pour la défense et le respect des droits socio-économiques des travailleurs.

«Le travail décent est la base de la vie digne pour tout le monde!»

Bélarus: l'intervention des syndicats remédie à la situation à l'usine «Granite»

Fin octobre, suite aux demandes des travailleurs, la Fédération des

syndicats de Bélarus a effectué un contrôle du système de rémunération dans l'entreprise industrielle «Granite».

Le contrôle a montré que la stimulation matérielle du travail manquait à l'entreprise et que sa productivité n'augmentait que grâce aux heures supplémentaires. La rémunération de certaines professions a été très basse et le salaire moyen durant les 4 derniers mois a été seulement de 437 dollars américains. En plus, la différence des salaires entre les ouvriers, d'une part, et l'administration et cadres, de l'autre, a été très grande.

Après consultations avec l'administration de l'entreprise, les autorités locales et le ministère approprié, le système de rémunération existant a été réformé.

Géorgie: l'égalité entre homme et femme dans les relations de travail

Le Comité des femmes de l'Union des syndicats de Géorgie a organisé le 10 décembre 2012 – Journée mondiale des droits de l'homme, une conférence «Egalité entre homme et femme dans les relations de travail».

Cette conférence a clôturé le projet recommandé aux syndicats

géorgiens par le Conseil régional paneuropéen de la CSI et soutenu financièrement par la Centrale syndicale des ingénieurs et cadres de Norvège.

Les participants à la conférence ont adopté un message au Parlement national, au ministre du Travail, de la Santé et de la Protection sociale, ainsi qu'à la Commission nationale de la santé et de la protection sociale.

Une brochure consacrée à ce thème a été présentée et distribuée aux participantes.

Kirghizistan: une nouvelle convention générale est signée

Le gouvernement, la Fédération des syndicats et l'Union des employeurs ont signé en décembre une nouvelle convention générale nationale.

Les parties se sont chargées de développer l'économie nationale, d'élargir le marché du travail, de garantir la protection de la rémunération, la sécurité du travail, la protection de la santé des salariés et d'augmenter le niveau de vie de la population du pays.

L'augmentation du SMIG jusqu'au minimum vital, conformément à la convention № 131 de l'OIT, ratifiée

récemment par le Kirghizistan, est devenue une tâche prioritaire de la convention.

La convention contient plusieurs articles concernant l'emploi, les conditions et la sécurité du travail, l'assainissement de la population et la couverture sociale.

Moldova: les syndicats exigent l'interdiction pure et simple du travail informel

Les membres du Syndicat des travailleurs du bâtiment «Sindicons» se sont adressés au gouvernement de Moldova en exigeant l'interdiction du travail informel et des salaires gris dans la branche.

Les statistiques montrent que plus de 52% du travail informel est concentré dans la branche du bâtiment. Selon le Syndicat des travailleurs du bâtiment, le travail informel nuit gravement à la santé des travailleurs.

Au dire de Victor Talmaci, leader du Syndicat, les travailleurs de la branche ont organisé en octobre dernier une marche contre le travail informel et ont exigé des mesures concrètes du gouvernement contre ce travail. Selon le syndicat, pour éradiquer ce phénomène, il faut entreprendre des mesures concertées des syndi-

cats, du gouvernement et du patronat.

Selon le ministère du Travail et de la Protection sociale on compte en Moldova actuellement plus 145 000 travailleurs clandestins, dont 52,5% dans le bâtiment, 46,7% dans l'hôtellerie et 35,4% dans la restauration. Pour cette raison, le Fonds national de sécurité sociale perd annuellement plus de 4,7 milliards de leis.

Moldova: l'inspection du travail syndicale commence son travail

L'inspection du travail, créée auprès de la Confédération nationale des syndicats, a commencé son travail en novembre dernier. L'inspection contrôlera l'application de la législation du travail dans le pays.

La décision de créer l'inspection du travail syndicale a été prise par le Comité confédéral de la centrale syndicale nationale le premier octobre 2012. Cette inspection se propose de coopérer avec l'Inspection du travail d'Etat.

Selon Georghe Burbulea, chef de la nouvelle inspection, la nécessité de créer l'inspection du travail syndicale a été dictée par l'insuffisance des inspecteurs d'Etat. 90 inspecteurs du travail d'Etat ne suffisent pas pour contrôler l'application de

la législation dans toutes les entreprises de Moldova.

Selon les données de l'Inspection du travail d'Etat, on enregistre annuellement plus de 500 accidents du travail, dont 20% avec des conséquences sérieuses et 10% mortels.

Russie: la FNPR exige la révision du panier de la ménagère

Mikhaïl Chmakov, président de la Fédération des syndicats indépendants de Russie, s'est adressé en octobre 2012 avec une lettre au Premier ministre de Russie Dmitri Medvedev, par laquelle il l'informe qu'actuellement, la valeur du panier de la ménagère d'un citoyen russe respectueux de la loi est de trois fois et demie inférieure à celle d'un délinquant condamné à l'exécution des travaux dans un centre de semi-liberté (respectivement 2434 roubles et 9000 roubles). En même temps, le SMIG russe à partir du premier janvier 2013 sera augmenté jusqu'à 5205 roubles par mois seulement.

Pour cette raison, le leader syndical a demandé au chef du gouvernement de faire apporter des amendements aux projets de lois fédérales sur le panier de la ménagère et sur le minimum vital qui se

trouvent actuellement à la Douma d'Etat, pour ne pas léser les droits des citoyens honnêtes par rapport aux délinquants.

Russie: la centrale syndicale précise sa position sur l'assurance retraite

En rapport avec la discussion actuelle sur la Stratégie du développement du système de retraite en Russie jusqu'à l'an 2030, la FNPR a adressé une lettre au Président Poutine par laquelle elle explique sa position concernant ledit problème.

Selon la FNPR l'assurance retraite doit se baser sur les conventions et les recommandations de l'OIT et premièrement, sur la convention № 102 qui prévoit que le remplacement du salaire d'un travailleur à l'ancienneté du travail de 30 ans ne doit pas être inférieur à 40%. L'acceptation de cette position de la convention permettra de renforcer le lien entre le travail et le niveau de l'assurance retraite du futur retraité.

En même temps, la FNPR considère que sans changement radical de l'actuel système de la rémunération, on ne pourra pas garantir un niveau de vie digne pour les retraités. Cette position des syndicats est partagée par plusieurs experts

et spécialistes. Les bas salaires de la grande majorité des salariés, surtout dans le service public, vont créer des difficultés pour l'assurance retraite.

Néanmoins, la FNPR a confirmé sa volonté de coopérer dans l'élaboration et la mise en oeuvre du nouveau système de retraite.

Russie: la création d'une nouvelle structure syndicale

Une Déclaration du Forum syndical des pays de BRICS a été signée lors de la Conférence internationale au sommet sur le travail décent, tenue à Moscou du 11 au 12 décembre.

Les dirigeants des centrales syndicales les plus représentatives du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud, présents à la conférence, ont annoncé la création du Forum syndical des pays de BRICS en tant qu'instrument du dialogue et de la coopération entre les peuples et de la lutte commune pour la dimension sociale, sur la base de la conception du travail décent de l'OIT.

L'idée de la création de ce Forum a été avancée lors du 2^{ème} congrès de la CSI en 2010 à Vancouver et développée pendant les réunions statutaires de la CSI et de l'OIT.

Cette nouvelle structure syndicale réunit les travailleurs des pays qui couvrent 30% du territoire de notre planète et où habitent 43% de sa population. Leur PIB représente 25% du PIB mondial et 50% de la croissance mondiale. Les syndicats de ces pays se proposent de donner au développement de leurs pays une dimension sociale et de faire tout le nécessaire pour défendre les intérêts et les droits des travailleurs.

Russie: une discussion entre le Directeur général de l'OIT et les dirigeants syndicaux

Une rencontre entre Guy Ryder, Directeur général de l'OIT, et les dirigeants de la FNPR Michail Chmakov et de la CTR Boris Kravtchenko a eu lieu le 10 décembre 2012 au siège de la FNPR.

Les interlocuteurs ont échangé opinions sur les tendances actuelles dans les relations du travail dans les conditions de la crise qui perdure, quand l'instabilité économique et politique porte en elle de nouveaux défis.

Mikhaïl Chmakov a exprimé la certitude que le soutien de la part de l'OIT, qui établit les normes internationales du travail, contribuera au renforcement du dialogue social en Russie. Selon lui, l'application

des normes du travail décent ne permettra pas la détérioration des conditions du travail des salariés dans les conditions de crise.

Guy Ryder a exprimé l'opinion que la crise économique que le monde traverse maintenant est comparable avec celle des années trente du siècle dernier. La Russie a pu traverser cette crise avec moins de conséquences négatives, cependant elle n'a pas d'immunité contre les cataclysmes mondiaux. Selon lui, les syndicats de la Russie représentent une force solide et bien organisée qui est capable de lutter contre la crise et défendre les intérêts des travailleurs.

Après la rencontre, conformément à la décision du Conseil scientifique de l'Académie du travail et des relations sociales (ATRS), le diplôme et les attributs du Professeur d'honneur de l'ATRS ont été remis à Guy Ryder.

Russie: la FNPR est préoccupée par les attaques contre les droits des travailleurs et des retraités

La Fédération des syndicats indépendants de Russie a tenu à Moscou le 21 novembre son Conseil général. Les représentants du ministère du Travail et de la Protection sociale, du Fonds na-

tional de retraite, du parlement, de la CGS et des médias ont assisté à la réunion.

Mikhaïl Chmakov, président de la centrale syndicale, a présenté le rapport sur les actions des syndicats dans les conditions actuelles au marché du travail et sur la position des syndicats sur la réforme du système des pensions de retraite.

Il a parlé de l'offensive sur les droits des salariés et des tentatives du patronat de faire évincer les syndicats et l'Etat de la régulation des relations du travail. Il a aussi précisé les mesures nécessaires pour réformer le système des pensions de retraite. Premièrement, l'assurance retraite pour tous les salariés doit être obligatoire. Deuxièmement, conformément à la convention de l'OIT № 102, le remplacement du salaire d'un travailleur à l'ancienneté du travail de 30 ans ne doit pas être inférieur à 40%. Cependant, de l'avis de Chmakov, actuellement, les bas salaires de la grande majorité des salariés, surtout dans le service public, vont créer des difficultés pour l'assurance retraite.

Le Conseil général a élu Evgueniï Makarov, qui avait travaillé comme conseiller du président de la FNPR, au poste de vice-président de la centrale syndicale.

Tadjikistan: les syndicats font avancer le Programme du travail décent de l'OIT

Une conférence «Le renforcement du rôle des syndicats dans l'avancement et la réalisation du Programme du travail décent» a eu lieu à Douchanbe du 15 au 16 novembre 2012.

Cette conférence a été organisée par le Groupe du soutien technique du travail décent du Bureau de l'OIT pour les pays d'Europe de l'Est et d'Asie Centrale. Les dirigeants de tous les syndicats membres de la Fédération des syndicats indépendants du Tadjikistan (FSIT) y ont pris part.

Mourodali Salikhov, président de la FSIT, a présenté le rapport: «Le rôle des syndicats et des partenaires sociaux dans la réalisation du Programme du travail décent de l'OIT au Tadjikistan pour les années 2011–2013».

Kartchi Karimov, vice-président de la Fédération, a parlé des actions des syndicats dans la défense des intérêts des travailleurs informels. Il a exprimé la préoccupation de la centrale, disant que le nombre des travailleurs informels augmente dans le BTP, dans le commerce, dans l'agriculture, et dans l'hôtellerie et restauration. Le nombre des 15 à 29 ans y atteint 70%.

Ukraine: la FSU se prononce pour un budget socialement orienté

Au dire de Youri Koulik, président de la Fédération des syndicats d'Ukraine, la participation directe des syndicats dans la formation du budget national est dictée par la nécessité de garantir aux travailleurs la réalisation de leurs droits.

A son avis, les syndicats ont réussi à s'entendre avec les partenaires sociaux de coopérer dans la formation du budget d'Etat. Dans cette optique, ils discutent les questions les plus importantes, les actes normatifs, cherchent des compromis dans l'adoption des décisions mutuellement acceptables.

Lors des réunions du gouvernement, le représentant des syndicats essaie de défendre la position syndicale. Le travail sur le budget ne se termine pas après les décisions adoptées par le gouvernement, les syndicats ont le droit de faire des propositions directement aux Comités du parlement et proposer des amendements aux articles du budget qui concernent les relations du travail.

Même après l'adoption du budget par le parlement, les syndicats ont le droit durant une année de proposer des amendements. L'essentiel pour eux est que le budget national soit socialement orienté et réponde aux intérêts des travailleurs.

PUBLIÉ PAR LE DÉPARTEMENT INTERNATIONAL
ET
LE CENTRE DES RELATIONS PUBLIQUES DE LA CGS
42, LENINSKY PROSPECT
119119, MOSCOU, RUSSIE
TÉLÉFAX +7(495) 938-2155
TÉLÉPHONE +7(495) 938-0112
E-MAIL: inter@vkp.ru
SITE INTERNET: www.vkp.ru;

*LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS (CGS), UNION INTERNATIONALE,
A ÉTÉ CRÉÉE À SON PREMIER CONGRÈS LE 16 AVRIL 1992.*

*SES STATUTS ADOPTÉS AU PREMIER CONGRÈS ONT ÉTÉ PARTIELLEMENT MODIFIÉS
ET COMPLÉTÉS AU DEUXIÈME CONGRÈS DE LA CGS, LE 22 SEPTEMBRE 1993, AU TROISIÈME CONGRÈS DE LA CGS,
LE 18 SEPTEMBRE 1997 ET AU CINQUIÈME CONGRÈS (EXTRAORDINAIRE) DE LA CGS, LE 26 MARS 2004.*

LES OBJECTIFS PRINCIPAUX DE LA CGS SONT LES SUIVANTS:

*LA COORDINATION DES ACTIONS DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES DANS LE DOMAINE DE LA DÉFENSE
DES DROITS SOCIAUX DES TRAVAILLEURS, DES ÉTUDIANTS ET DES RETRAITÉS;
LA PROTECTION DES DROITS ET DES GARANTIES DE L'ACTIVITÉ DES SYNDICATS;
LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOLIDARITÉ SYNDICALE INTERNATIONALE
ET LA COORDINATION DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES.*

*LA CGS RÉALISE SON ACTIVITÉ CONFORMÉMENT AUX NORMES UNIVERSELLEMENT RECONNUES
DU DROIT INTERNATIONAL, SUR LES PRINCIPES DE L'AUTONOMIE TOTALE ET DE L'ÉGALITÉ EN DROITS
ET EN OBLIGATIONS DES ORGANISATIONS AFFILIÉES.*

*LA CGS GROUPE ACTUELLEMENT LES CENTRALES SYNDICALES NATIONALES D'ARMÉNIE,
D'AZERBAÏDJAN, DE BÉLARUS, DE GÉORGIE, DU KAZAKHSTAN, DE KIRGHIZISTAN, DE MOLDOVA,
DE RUSSIE, DU TADJIKISTAN ET D'UKRAÏNE,
AINSI QUE 28 UNIONS INTERNATIONALES SYNDICALES DE BRANCHE.*

*LA CGS EST OUVERTE POUR LA COOPÉRATION À TOUTE CENTRALE SYNDICALE
INDÉPENDAMMENT DE SON AFFILIATION. D'AUTRE PART, L'ADHÉSION À LA CGS
NE LIMITE PAS L'AUTONOMIE DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES.*

*LA CONFÉDÉRATION A LE STATUT D'OBSERVATEUR AUPRÈS DES ASSAMBLÉES INTERPARLEMENTAIRES DE LA CEI ET DE LA CEEA,
DU CONSEIL DES CHEFS D'ÉTATS ET DES PREMIERS-MINISTRES DE LA CEI,
DU COMITÉ ÉCONOMIQUE INTERÉTATIQUE DE LA CEI, ETC.*

AU PLAN INTERNATIONAL, ELLE A LE STATUT CONSULTATIF RÉGIONAL DE L'OIT, DE L'ECOSOC ET DU DIP DE L'ONU.

*LE CONGRÈS EST L'ORGANE SUPÉRIEUR DE LA CGS QUI EST CONVOQUÉ AU MOINS UNE FOIS TOUS LES CINQ ANS
ET ENTRE LES DEUX CONGRÈS LE CONSEIL ET LE COMITÉ EXÉCUTIF.*

*LE CONTRÔLE FINANCIER EST EFFECTUÉ PAR LA COMMISSION DE CONTRÔLE FINANCIER DE LA CGS.
MIKHAÏL CHAMAKOV EST LE PRÉSIDENT DE LA CGS, VLADIMIR SCHERBAKOV EST LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.*

CHER LECTEUR,

Le bulletin d'information de la CGS "Inform-Contact" est également diffusé par E-mail. En outre,
les versions française et anglaise de notre publication sont disponibles sur notre site Internet:
www.vkp.ru